

## Rapport Moral AG du RTES Juin 2013.

Bonjour et Merci à chacun et chacune d'entre vous à la fois pour votre engagement dans le réseau et de votre participation à ce moment fort démocratique dans la vie de toute association celle de notre assemblée générale.

L'année 2012 a été très riche en faits marquants:

Je vais mettre l'accent sur 3 d'entre eux qui montrent bien la place aujourd'hui incontournable de notre réseau et notre rôle fondamental de référence dans les politiques publiques d'ESS...

1 : L'anniversaire de nos 10 Ans. Fait marquant non pas seulement parce que la fête fut réussie mais parce que nous avons pu mesurer le chemin parcouru. Ce temps fort fut pour moi l'occasion de rappeler l'évolution de notre réseau depuis 2002. Nous sommes aujourd'hui plus de 100 collectivités adhérentes, des villes et intercommunalités, des régions (qui ont adhéré plus massivement depuis 2004) , et aujourd'hui des départements de plus en plus nombreux à nous rejoindre... 20 adhésions l'an dernier

Le RTES est aujourd'hui reconnu pour sa capacité à promouvoir la visibilité et l'évaluation des politiques publiques, à favoriser la confrontation des points de vue avec les acteurs des territoires et à accompagner toute l'innovation de cette économie alternative au modèle capitaliste.

Mais il nous faut maintenant aller plus loin et mieux articuler les politiques publiques entre elles à la fois au sein de chaque collectivité et entre chaque niveau territorial, c'est pourquoi nous avons signé

Et c'est pour moi le deuxième temps fort de l'année que je tenais à souligner nous avons signé comme je le disais, en mars dernier une déclaration commune visant au-delà de l'affichage à montrer notre engagement formel à faire converger notre soutien au développement de l'ESS. C'est un pacte de confiance, une base commune de travail et d'actions pour rendre l'ensemble de l'économie plus solidaire

Aujourd'hui, chaque niveau de collectivité engage des politiques en faveur du soutien et du développement de l'ESS car les valeurs qu'elle véhicule sont en accord avec la mission d'intérêt général et nos différentes compétences.

L'ESS n'est pas seulement une politique publique en soi, elle irrigue la plupart des politiques publiques. Ce n'est ni une vitrine ni un modèle alternatif à la marge mais bien un modèle économique à part entière apportant des réponses concrètes aux besoins des territoires.

Comme j'avais eu l'occasion de le dire en mars dernier, toutes les collectivités sont concernées car les modes de faire de l'économie sociale et solidaire trouvent leur déclinaison dans toutes les compétences de nos collectivités (de la petite enfance, en passant par les transports, la culture, l'insertion par l'activité économique, la formation ou la recherche). Nous faisons là la preuve par l'exemple que l'on peut produire, entreprendre, épargner ou consommer autrement en respectant le salarié, le consommateur ou le citoyen.

L'ensemble des collectivités est également concernées par la commande publique. Le code des marchés publics est à faire évoluer pour que la contribution des acteurs de l'ESS à l'intérêt général soit mieux prise en compte. De même la reconnaissance de la primauté de l'initiative des citoyens fait partie des fils conducteurs de nos politiques d'ESS.

- 3ième élément marquant : La mise en place de la politique nationale illustrée par une loi-cadre. Elle est un signe du changement d'échelle possible, changement qui doit s'appuyer sur une réelle articulation des différents niveaux de territoires.

Afin d'assurer cette articulation comme nous l'avons souligné dans les contributions que notre réseau a faites, et dans mes différentes interventions au conseil supérieur de l'ESS, celle-ci doit être inscrite dans les contractualisations territoriales et des instances de concertation sont à favoriser avec la société civile pour créer des dynamiques de consolidation économique comme les PTCE.

Si l'on peut se réjouir que l'Etat prenne toute sa place dans la reconnaissance de l'ESS et être fer de lance vis-à-vis de l'Europe, il ne faut tout attendre de la politique nationale. Les collectivités que nous représentons ont un rôle décisif

et une responsabilité dans le développement de l'ESS à l'aune de l'acte 3 de la décentralisation.

Et aujourd'hui face aux difficultés économiques notre responsabilité est grande. Nous devons montrer que les territoires s'organisent, que les politiques publiques sont à la fois à l'écoute des besoins mais également anticipent les modes d'organisation, de financement et apportent des réponses innovantes

L'enjeu est de taille, c'est pourquoi après notre rencontre de demain organisée avec l'ARF, ADF, AGMF, AMG VF... nous déclinerons le 12 Septembre en région nos modes de faire, de coopération, de maillage territorial, répondant à une diversité de situation en cohérence avec les territoires.

Nous avons su être présent sur des dossiers importants comme les initiatives économiques solidaires portées par les jeunes ou sur les Pôles territoriaux de coopération aux côtés des réseaux d'acteurs tout en démontrant notre capacité à impulser ou accompagner des processus de mutation de nos territoires (voire de ré-ancrage d'activités) dans des logiques de développement local. Nous continuerons en 2013 dans cette voie .....

Notre place dans le paysage politique passe aussi par notre engagement fort dans le labo de l'ESS où j'assume aujourd'hui une vice présidence.

Ce think tank est un lieu important de réflexion et de capitalisation, pour faire progresser l'ESS au travers de différents chantiers comme les circuits courts ou la finance ...chantiers qui viennent alimenter nos réalités locales...

Voilà en quelques mots et à quelques jours de la présentation en conseil des ministres de la loi cadre, ce que je souhaitai vous dire. Nous progressons, il reste du travail à accomplir et de l'intelligence collective à co-construire entre collectivités.

Je ne doute pas que les appétences pour le RTES au regard de nos résultats ne se développent...alors je vous souhaite de poursuivre collectivement élus et techniciens nos actions envers ce modèle économique à part entière auquel nous croyons...

Enfin je terminerai mon propos en remerciant les salariées, Anne Laure Fédérici notre déléguée générale, Charlotte Millereaux chargée de Mission et chargée de Communication, ainsi que les membres du conseil d'administration pour leur implication.